

CHAMARRE SCA

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2009

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Associés commanditaires et commandités,

CHAMARRE SCA

1 rue Méhul
75002 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Société en Commandite par Actions **CHAMARRE**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

.../...

.../...

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe intitulée « Evènements postérieurs à la clôture » qui précise les hypothèses conditionnant le maintien du principe de continuité d'exploitation dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire en cours.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Continuité de l'exploitation

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information appropriée sur la situation du groupe au regard de l'incertitude, mentionnée ci-dessus, pesant sur la continuité de l'exploitation.

Estimations comptables

La note 4.1.2 « Immobilisations corporelles », 4.1.5 « Stocks » et 4.1.7 « Créances » de l'annexe exposent les dépréciations complémentaires qui ont été enregistrées compte tenu de la mise en période d'observation de la société et des conditions de reprises proposées.

La note 4.1.1 « Immobilisations incorporelles » expose la méthode de valorisation de la marque qui a été retenue.

La note 4.1.4 « Ecart d'acquisition » et de l'annexe expose la dépréciation des écarts d'acquisitions constatés à l'égard de la filiale « O.W.S ».

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à vérifier que les notes annexes fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

.../...

CHAMARRE SCA

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Consolidés

.../...

III - Vérification spécifique

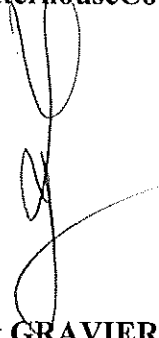
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Bordeaux, le 10 décembre 2010,

Le Commissaire aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Entreprises



Laurent GRAVIER

ACTIF

Bilan (Montants exprimés en euros)

	Montants Bruts	Amortissements / Provisions	Valeurs nettes au 31.12.2009	Valeurs nettes au 31.12.2008
ACTIF				
Ecart d'acquisition actif	203 373	- 203 373	-	203 373
Concessions, brevets et droits similaires	164 826	- 23 833	140 993	154 950
Immobilisations incorporelles	164 826	- 23 833	140 993	154 950
Installations techniques, matériels et outillage industriels	5 760	- 5 760	-	5 701
Autres immobilisations corporelles	172 458	- 168 380	4 078	72 853
Immobilisations corporelles	178 218	- 174 140	4 078	78 554
Autres participations	56 000	- 56 000	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	100 551	-	100 551	240 418
Immobilisations financières	156 551	- 56 000	100 551	240 418
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	702 969	- 457 346	245 622	677 295
Stocks de matières premières	355 955	- 355 955	-	506 091
Stocks de matières premières nets	355 955	- 355 955	-	506 091
Stocks de produits intermédiaires et finis	1 054 720	- 570 000	484 720	1 105 995
Stocks de produits finis nets	1 054 720	- 570 000	484 720	1 105 995
Stocks de marchandises	1 183 912	- 274 798	909 114	1 560 598
Stocks de marchandises nets	1 183 912	- 274 798	909 114	1 560 598
Clients et comptes rattachés	2 497 008	- 804 545	1 692 464	-
Clients et comptes rattachés nets	2 497 008	- 804 545	1 692 464	1 878 523
Autres créances	343 883	-	343 883	480 298
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	2 227 993
Disponibilités	180 796	-	180 796	282 920
Charges constatées d'avance	97 690	-	97 690	57 167
TOTAL ACTIF CIRCULANT	5 713 965	- 2 005 298	3 708 667	8 099 585
Ecart de conversion actif	-	-	-	-
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION	-	-	-	-
TOTAL ACTIF	6 416 934	- 2 462 644	3 954 290	8 776 880

Document soumis à la vérification
du Commissaire aux Comptes

PASSIF

Bilan (Montants exprimés en euros)

	Valeurs nettes au 31.12.2009	Valeurs nettes au 31.12.2008
PASSIF		
Capital social	6 576 201	5 726 681
Primes d'émission, de fusion, d'apport	5 435 980	5 117 355
Réserves et report à nouveau	- 11 562 359	- 8 232 634
Réserves de consolidation	420 819	274 237
Réserves de conversion	- 23	- 9 843
Résultat de l'exercice	- 5 448 444	- 3 337 513
Subventions d'investissement	-	627 547
Provisions règlementées	-	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES	- 4 577 826	165 830
Intérêts des minoritaires	-	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES	- 4 577 826	165 830
Avances conditionnées	1 600 000	1 600 000
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	1 600 000	1 600 000
Provisions pour risques	31 500	31 500
Provisions pour charges	-	-
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31 500	31 500
Emprunts et dette financières auprès des établissements de crédit	2 078 504	2 541 288
Emprunts et dettes financières divers	833 656	88 263
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 440 852	4 037 826
Dettes fiscales et sociales	274 878	256 549
Autres dettes	272 726	55 624
TOTAL DETTES	6 900 616	6 979 550
Ecart de conversion passif	-	-
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION	6 900 616	6 979 550
TOTAL PASSIF	3 954 290	8 776 880

Document soumis en contrôle
du Commissaire aux Comptes

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat (Montants exprimés en euros)

	CUMUL AU 31/12/2009	CUMUL AU 31/12/2008
Ventes de marchandises	3 007 710	2 220 679
Production vendue (Biens)	4 660 934	4 074 849
Production vendues (Services)	14 077	3 786
Chiffres d'affaires Brut	7 682 721	6 299 314
Rabais, Remises, Ristournes	- 863 060	- 726 709
Chiffres d'affaires Net	6 819 661	5 572 606
Production stockée	- 177 383	160 869
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	175 321	390 796
Autres produits	36 078	65 891
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION	6 853 677	6 190 162
Achats de marchandises	422 290	2 027 992
Variation de stocks de marchandises	617 890	- 1 211 045
Achat de matières premières et autres approvisionnements	2 829 512	2 718 210
Variation de stocks de matière premières	150 136	71 746
Autres achats et charges externes	3 527 034	3 688 988
Impôts, taxes et versements assimilés	293 359	142 574
Salaires et traitements	1 162 514	1 175 516
Charges sociales	669 387	651 659
Dotations aux amortissements	49 755	20 843
Dotation aux dépréciations	550 720	144 250
Dotations aux provisions	783 908	-
Autres charges	450	89 440
TOTAL CHARGES EXPLOITATION	11 056 955	9 520 173
Produits financiers de participations	-	1
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	19 373	33 747
Reprise sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0	-
Différences positives de change	55 646	74 039
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	52 487	44 853
Total produits financiers	127 506	152 640
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	521 469	-
Intérêts et charges assimilées	116 363	68 585
Différence négatives de change	49 599	67 423
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total charges financières	687 431	136 008
TOTAL RESULTAT FINANCIER	- 559 925	16 632
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	59 634	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	- 0	-
Total produits exceptionnels	59 634	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	58 806	24 134
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-
Dotations exceptionnelles aux provisions et transferts de charges	481 171	-
Total charges exceptionnelles	539 976	24 134
TOTAL RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 480 343	- 24 134
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	- 5 243 546	- 3 337 513
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	-	-
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	203 373	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	- 5 446 919	- 3 337 513
Total Résultat des minoritaires	-	-
Total résultat Groupe	- 5 446 919	- 3 337 513
Total résultat Groupe par action	- 0.83	- 0.58

Document réservé aux membres
du Comité des Administrateurs

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En K€	31/12/2009	31/12/2008
Résultat net des sociétés intégrées dont :	-5 448	-3 337
Frais financiers :		
Produits financiers :		
Charges et produits exceptionnels liés à l'activité :		
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité :		
+ Amortissements et provisions hors actif circulant :	213	21
+ Variation des impôts différés		
+ Plus values de cession nettes d'impôt :		
Elimination de la q.p. des résultats des mises en équivalence :		
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-5 235	-3 316
Plus ou moins values de cession d'immobilisations :		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	2 059	-742
Flux net de trésorerie générale par activité	-3 176	-4 058
Acquisition d'immobilisations	-125	-629
Charges à répartir		
Cessions d'immobilisations	140	562
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	15	-67
Augmentation de capital	1 970	2
Réduction de capital		
Subvention d'investissement	-628	
Augmentation des dettes financières	2 104	9
Diminution des dettes financières	-229	-29
Emission d'emprunts		
Remboursement d'emprunts		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	3 218	-18
Incidence de la variation des taux de change	-10	6
Incidence des changements des principes comptables		
Incidence des éléments en cut-off		
Variations de trésorerie	47	-4 137
Trésorerie d'ouverture	-30	4 107
Trésorerie de clôture	35	-30

Document soumis à la vérification
de la Commission des Comptes

ANNEXE

Les comptes annuels consolidés de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 6 390 841 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 7 040 817 euros et un total charges de 12 489 146 euros, dégageant ainsi une perte de 5 448 330 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2009 et finit le 31/12/2009. Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Document soumis au contrôle
de la Commission des Comptes

Evénements postérieurs à la clôture

Pour faire face à ses besoins identifiés de liquidités la société Chamarré a proposé d'ouvrir son capital à ses actionnaires existants. La non souscription par les actionnaires à cette augmentation de capital n'a pas permis à la société de faire face aux échéances du moratoire obtenu auprès de FranceAgriMer sur janvier et février 2010.

La société Chamarré a saisi le Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 11 mars 2010 à fins que soit nommé un conciliateur. Une ordonnance a été rendue le 15 mars 2010, nommant la SCP Valliot – Le Guernevé – Abitbol, en la personne de Me. Abitbol en qualité de conciliateur. N'ayant pas réussi à trouver un accord avec les principaux créanciers sollicités (banques), la société a donc été contrainte en date du 10 mai 2010 de demander la suspension de la cotation du titre Chamarré, puis en date du 17 mai 2010, à procéder à une demande d'ouverture de procédure de redressement judiciaire auprès du Président du Tribunal de Commerce de Paris.

Le 31 mai 2010, le Tribunal de Commerce de Paris a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société Chamarré, avec une période d'observation de 4 mois, nommant par ailleurs :

- la SCP Valliot – Le Guernevé – Abitbol, en la personne de Me. Abitbol en qualité d'administrateur judiciaire avec mission d'assistance
- la SCP BTSG, en la personne de Me. Gorrias, en qualité de mandataire judiciaire.

Le Tribunal de Commerce de Paris a fixée la date de la cessation de paiement au 31 janvier 2010, date à laquelle la société Chamarré a été pour la première fois dans l'incapacité de rembourser la première échéance du prêt de 1,6m€ consenti par FranceAgriMer.

Le 29 juillet 2010, constatant la possibilité d'un plan de continuation mené par des actionnaires existants, le Tribunal de Commerce de Paris a décidé de maintenir la période d'observation.

Ce projet de plan de continuation prévoit, entre autres, la mise en concession des activités de la société, le licenciement de l'ensemble de ses salariés, et la transformation de la forme juridique de l'entreprise.

Par décision du Tribunal de Commerce de Paris en date du 13 septembre 2010, la période d'observation a été renouvelée jusqu'au 31 janvier 2011.

Nous avons concédé la marque Chamarré à la société Moncigale qui a donc repris l'ensemble des activités de industrielle et commerciale à compter du 1^{er} septembre 2010. Ce contrat de concession de marque garantie à notre société des redevances minimum sur une période s'achevant en 2021.

Cette décision doit encore être homologuée par l'administrateur judiciaire et le Juge-Commissaire.

Le 20 septembre 2010, le Juge-Commissaire a rendu un jugement autorisant le licenciement de l'ensemble des salariés. La société a donc entamé une procédure de licenciement de l'ensemble de ses salariés.

La Société prévoit, lors de l'Assemblée Général Mixte, de réduire son capital à zéro à fins de réduire les pertes à due concurrence, puis de procéder à augmentations de capital telles que :

- Une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription de 75 000 actions nouvelles au nominal de 1€ et avec un prix de souscription de 4€ par action,
- Une seconde augmentation de capital de 300 000€, par conversion de créances détenues sur Chamarré. Cette augmentation de capital sera réservée aux sociétés Successborne Investments, Fidinam Securitie, et Banque Baring Brothers Sturdza et Associés.

Compte tenu de ces éléments, nous pensons qu'un plan de continuation sera accordé par le Tribunal de Commerce de Paris début 2011. Et, en conséquences, nous avons arrêté les comptes conformément au principe de continuité d'exploitation.

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

RÈGLES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION**1.1 Référentiel comptable**

Les comptes consolidés de l'exercice 2009 ont été établis conformément aux dispositions prévues par le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Les méthodes préférentielles prévues par le règlement 99-02 ont été appliquées.

Les principaux retraitements opérés entre comptes sociaux des entités consolidées et comptes consolidés portent notamment sur l'élimination des marges internes (sur les stocks) et le traitement des écarts d'acquisition.

Les principes comptables essentiels retenus dans le cadre de l'établissement de ces comptes consolidés sont décrits ci-après.

1.2 Modalités de consolidation**1.2.1 Méthodes de consolidation**

Les états financiers des sociétés dans lesquelles la société CHAMARRÉ exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Il s'agit de la société : OWS LLC (USA)

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées, ainsi que les résultats internes non réalisés, sont éliminés.

1.2.2 Écarts d'acquisition

Lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, l'écart existant entre le prix d'acquisition et la quote-part de situation nette est affecté en priorité aux éléments d'actifs et de passifs de la société entrante sur la base de critères clairement identifiables et mesurables dans le temps.

Le prix d'acquisition intègre les coûts d'acquisition supportés nets d'impôt s'ils sont significatifs.

L'écart résiduel non affecté est porté en écart d'acquisition et amorti sur une durée en relation avec la finalité économique de l'opération et l'activité de la société entrante.

1.2.3 Méthode de la ré-estimation totale

Le Groupe utilise la méthode de la ré-estimation totale lors de prises de contrôle exclusif. La valeur d'entrée des actifs et passifs est portée au bilan consolidé pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle.

La quote-part de capitaux propres antérieurement consolidée est réévaluée et l'impact de cette réévaluation est inscrit directement en réserves consolidées.

1.2.4 Conversion des filiales étrangères

Le Groupe utilise la méthode du taux de clôture.

Les postes de bilan de la filiale sont convertis au taux de clôture, à l'exception des postes de situation nette qui sont convertis aux taux historiques.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Les comptes de résultat des filiales étrangères sont convertis aux taux moyens de la devise pour la période de consolidation.

Les différences de conversion issues de l'usage de ces différents taux sont affectées directement aux réserves consolidées, sans incidence sur le résultat.

1.2.5 Date de clôture

La date de clôture du Groupe est le 31 Décembre de chaque année, qui est la date de clôture de la Société mère et de sa filiale consolidée par intégration globale.

1.3 Méthode et règles d'évaluation

1.3.1 Immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis par l'entreprise sont amortis linéairement sur 12 mois.

L'écart acquisition constaté au cours de l'exercice 2007 a été intégralement déprécié en 2009 au vu des résultats de la société OWS, et de ses éléments prévisionnels pour les exercices à venir.

1.3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe, à l'exclusion de toute charge financière capitalisée.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée de ces immobilisations, telle qu'elle résulte des usages en vigueur, selon la méthode linéaire ou dégressive :

- Installations générales : 5 à 10 ans en mode linéaire
- Matériels informatiques : 3 ans en mode linéaire
- Mobilier de bureau : 10 ans en mode linéaire

1.3.3 Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Les frais accessoires d'achat sont intégrés au prix moyen d'achat. Des provisions sont constituées toutes les fois où la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire, à hauteur de la différence.

1.3.4 Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont présentés à leur valeur nominale. Des provisions sont constituées après analyse cas par cas, chaque fois que la valeur probable de réalisation des créances est inférieure à la valeur d'inventaire.

1.3.5 Cotisations aux régimes de retraites et indemnités de départ en retraite

Les cotisations aux régimes de retraites obligatoires ou contractuels sont prises en charge dans le compte de résultat de la période à laquelle elles se rapportent. Les indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnées en raison de leur caractère non significatif.

1.3.6 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées en vue de couvrir les dépenses que les éléments survenus ou en cours rendent probables à la clôture de l'exercice.

1.3.7 Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours moyen de change en vigueur (cours budget) ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant.

En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les gains et pertes latents résultant de ces conversions sont inclus dans le résultat financier.

1.3.8 Impôt sur les sociétés et impôts différés

Les différences entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales des actifs et passifs donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

En application de la méthode du report variable, l'effet de la variation des taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement est enregistré dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement est devenu effectif.

Lorsqu'une société est déficitaire fiscalement, il est constaté un impôt différé actif éventuel uniquement à concurrence des impôts différés passifs de même terme ou si récupération probable de l'actif d'impôt.

1.3.9 Résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère significatif non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du Groupe sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels.

1.3.10 Résultat net par action

Le capital social de la société CHAMARRÉ est divisé en 6 576 201 actions de même catégorie.

La société a émis des BSA Manager (voir explications au paragraphe 5.2.3) susceptibles d'entraîner une dilution des résultats par action. Le résultat par action présenté en pied du compte de résultat consolidé est le résultat net part du Groupe non dilué.

*Docu net soumis en vertu de l'article 12
du Commissariat aux Comptes*

2 Périmètre de consolidation

2.1 Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2009, le Groupe est composé des sociétés suivantes :

CHAMARRÉ

1, rue Méhul
75002 PARIS France
Siret : 481 539 526 00014

Consolidation au 31/12/2009		
Contrôle	Intérêt	Méthode
100%	100%	IG

Consolidation au 31/12/2008		
Contrôle	Intérêt	Méthode
100%	100%	IG

OWS

7300 Biscayne Blvd, Suite# 404
Miami, FL 33138, USA

75.3%	75.3%	IG
-------	-------	----

75.3%	75.3%	IG
-------	-------	----

*Données soumises au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

4 COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LES COMPTES CONSOLIDES**4.1 Explication des postes de l'actif du bilan****4.1.1 Immobilisations incorporelles**

Ce poste se constitue principalement de la marque "CHAMARRÉ" pour 140 875 €.

En accord avec les nouvelles normes sur les actifs immobilisés, il est possible d'immobiliser les marques créées en externe en opposition aux marques créées en interne indissociables de l'activité.

En l'espèce, la valeur de la marque "CHAMARRÉ" comprend les coûts de développement marketing et artistiques ainsi que les frais de dépôt.

La Société n'a pas déprécié la valeur de la marque. En effet, suite à sa mise en redressement judiciaire, la Société a passé un contrat de concession avec la Société Moncigale en 2010. Le montant des redevances attendues, permet de maintenir la valeur de la marque au 31.12.09.

4.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- Installations générales : 5 à 10 ans en mode linéaire
- Matériels informatiques : 3 ans en mode linéaire
- Mobilier de bureau : 10 ans en mode linéaire

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

En raison des difficultés économiques rencontrées par la société Chamarré en 2010, celle-ci devra libérer les locaux occupés et céder son matériel de bureau. La Société Chamarré a donc décidé de passer une dépréciation exceptionnelle pour la totalité de la valeur nette comptable de ses actifs corporels au 31/12/2009, soit 105 935€.

4.1.3 Immobilisations financières

Nous signalons qu'au cours de l'année 2009, la société Chamarré a pris, à deux reprises en avril et juillet, des participations minoritaires dans la société Les Amis de Chamarré, pour un montant total de 56.000€. Ces titres ont été entièrement provisionnés au 31/12/2009, en raison des difficultés de la Société.

Les dépôts et cautionnements concernent principalement les fonds de garantie et de réserve versés à la société EUROFACTOR pour 58 568 € (10 % des créances clients de la société CHAMARRE concernées par cet accord), au Crédit du Nord pour 26 801€ au titre des fonds de garantie liés à des cessions de créances loi Dailly, ainsi que les dépôts concernant le contrat de bail du siège social de la société CHAMARRE pour 15 182 €.

*Données extraites des comptes
de Chamarré aux Comptes*

4.1.4 Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition constaté en 2007 et concernant la société OWS, pour un montant total de 203 373 € a été intégralement amorti au cours de l'exercice 2009.

En effet, le résultat de la filiale américaine est insuffisant, notamment au regard des calculs des cash flows futurs très inférieurs aux business plan. Les perspectives d'avenir ne permettant pas, par ailleurs, d'envisager une amélioration rapide de la situation.

4.1.5 Stocks

Les stocks de matières sèches et de liquides sont évalués à leur prix d'acquisition. Ils s'élèvent à 355 955 € (Prix d'achat et frais accessoires inclus). Ces stocks ont été provisionnés pour 100% de leur valeur, leur revente étant incertaine dans le cadre du changement de stratégie industrielle du groupe prenant effet au 01/01/2010.

Les stocks de produits finis sont évalués à leur prix de revient pour un montant de 1 054 720 €.

Les stocks de marchandises évalués à leur prix d'acquisition (détenus par la société OWS) s'élèvent à 915 982 € (Prix d'achat et frais accessoires inclus).

En outre, la Société a passé une provision sur stocks de produits finis de 570 000€ au 31/12/2009. En effet, suite à sa mise en redressement judiciaire, et à la mise en concession de ses activités auprès de la société Moncigale, qui n'a pas souhaité reprendre les stocks existants, la Société a jugé nécessaire de ramener la valeur de ses stocks de produits finis restants en 2010 (environ 570 000 cols) à un prix de marché approchant 0.30€ par col, soit une dépréciation de 1€ par col. Ce prix de marché correspond à une offre de rachat reçue par la société.

Par ailleurs, afin de prendre en compte l'obsolescence de ses stocks, due aux changements de millésimes, d'une part, et des nouveaux prix d'achat négociés avec certains fournisseurs, la société OWS a quant à elle passé une provision de 274 798€.

4.1.6 Disponibilités

Les liquidités du Groupe au 31 décembre 2009 se décomposent comme suit :

-des disponibilités en banque ou en caisse pour 155 987 € évaluées pour leur valeur nominale.

Au 31/12/2008, les Valeurs Mobilières s'élevaient à 2 227 993€. Elles ont été intégralement cédées au cours de l'exercice 2009.

4.1.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et sont composées notamment de :

Créances clients : 2 497 008 €

Avoirs à recevoir : 102 856 €

Fournisseurs créditeurs : 72 807 €

TVA déductible et sur FNP : 129 115€

Demande de remboursement de crédit de TVA : 47 855 €

Par ailleurs, suite à un contrat de bartering (paiement de marchandise en bons d'achats pour l'achat d'espaces publicitaires) expirant le 31/10/2010, sans perspective d'utiliser les crédits avant cette date, la société Chamarré a également décidé de provisionner sa créance sur la société TEC SA, pour un montant total de 477.225€.

Enfin, la Société Chamarré a décidé de provisionner pour 305.109€ de créances clients non encaissées à la date d'arrêté des comptes et dont la réalisation est rendue incertaine par la mise en redressement judiciaire de notre société. De son côté la Société OWS a constaté une provision de 20 637€ correspondant à divers comptes clients.

4.1.8 Comptes de régularisation

Les comptes de charges constatées d'avance représentent les charges comptabilisées dans l'exercice dont une quote-part concerne l'exercice suivant.

4.1.9 Impôts différés

La situation fiscale différée est déterminée suivant la méthode du calcul global en tenant compte :

Les impôts différés sont calculés par la méthode du report variable, soit 33,33 % pour CHAMARRE et 21 % pour OWS. Par prudence, les impôts différés ne sont pas comptabilisés sous forme de provision.

Des impôts différés actifs et passifs sont calculés et suivis au titre des retraitements de consolidation et au titre des différences temporaires entre les résultats sociaux et fiscaux de la filiale.

Par prudence, aucun impôt différé actif n'est constaté sur les déficits reportables. Cependant, ils font l'objet d'un suivi extracomptable et s'élèvent à 6 373 647€.

4.2 Explication des postes du passif du bilan

4.2.1 Capitaux propres

1 - Capital social

Le capital social s'élève à 6 576 201 €. Il est libéré et versé en totalité.

2- Primes d'émission

Toutes les augmentations de capital réalisées sur 2009 ont été accompagnées d'une prime d'émission.

Pour rappel, les années précédentes :

- Pour les augmentations de capital réalisées avant l'introduction en bourse la prime d'émission s'élevait à 50% du montant des augmentations, soit un total de 756.667 €.
- Pour l'augmentation de capital réservée aux investisseurs qualifiés en 2007, la prime d'émission avait été fixée à 2 fois le montant de l'augmentation ; elle s'élevait ainsi à 4.771.400 €.

Pour les augmentations réalisées sur cet exercice, les primes d'émission ont été évaluées sur les bases suivantes :

- En juin 2009, la prime d'émission par action s'est élevé à 0.95€ soit une prime totale de 80.621€
- En septembre 2009, la prime d'émission par action a été fixée à 0.45€, soit une prime totale de 450.000€ pour les deux augmentations.

CHAMARRE a pris l'option d'imputer sur les primes d'émission les frais directement liés à l'augmentation de capital comme le lui permet l'article L 232-9 du Code de Commerce ; l'imputation s'est faite sans tenir compte des économies d'impôt, la société subissant des pertes depuis plus de 2 ans.

3- Intérêts minoritaires

Par ailleurs, les intérêts minoritaires débiteurs de la période ont été affectés en part du Groupe pour 159 841 euros.

4.2.2 Autres fonds propres

La société CHAMARRE a obtenu, dans le cadre de son activité de commerce de vins à l'exportation, une avance de l'Office Nationale Interprofessionnelle de Vins (ONIVINS, devenue FranceAgriMer) s'élevant à 1.600.000 € sur l'exercice 2005. Cette avance est conditionnée à la libération totale du capital et à l'investissement de cette somme dans le développement et la mise au point de nouveaux produits, le matériel informatique et les frais généraux.

Le remboursement de cette avance était prévu sur 4 années :

- 400.000 € le 1er juin 2009.

- 400.000 € le 1er juin 2010.

- 400.000 € le 1er juin 2011.

- 400.000 € le 1er juin 2012.

Dans le courant de l'exercice, la Société CHAMARRE a obtenu un moratoire sur l'échéance de 2009, reportée à 2010 de la manière suivante :

- 100.000€ en janvier 2010

- 100.000€ en février 2010

- 100.000€ en mars 2010

- 100.000€ en avril 2010.

Il s'avère toutefois que la Société CHAMARRE a été dans l'incapacité d'honorer ces échéances en 2010.

4.2.3 Provisions pour risques et charges

Elles correspondent à un litige prud'homal en cours provisionné à 100% pour 21 500 € et à une provision pour litige opposant CHAMARRE aux "VIGNERONS CATALANS" sur l'utilisation du logo "butterfly" pour 10 000 €.

4.2.4 Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale et se composent principalement de :

- Prises en charges des dépenses par la Coface : 801 784 €

- Dettes financières : 2 088 567 €

- Dettes fournisseurs : 3 440 852 €

- Dettes fiscales et sociales : 274 878 €

-Autres dettes : 272 726€

A noter que des écarts de conversion sur dettes étrangères ont été constatés à la clôture pour un solde au passif de 1 373 €. Ces écarts de conversion sont ensuite retraités par le résultat pour la variation de la période.

CHAMARRE a bénéficié d'une couverture de ses dépenses de développement par la COFACE qui a versé 262.643 € pour la période allant du 1er mars 2005 au 28 février 2006 et 318.290 € pour la période allant du 1er mars 2006 au 28 février 2007, 46.614€ pour la période du 1er mars 2007 au 28 février 2008, et enfin 174.237€ pour la période du 1er mars 2008 au 28 février 2009. Ces sommes seront à rembourser à partir du 1er mars 2010 conformément au contrat

d'assurance-prospection. Cependant, à la date d'arrêté des comptes, la Société n'a encore procédé à aucun remboursement à la COFACE, en dépit des appels de fonds faits par cette dernière.

De fait, les seuls apports
à la COFACE sont les Comptes

4.3 Explication des postes du compte de résultat

4.3.1 Chiffre d'affaires

Il se compose principalement des ventes de produits finis :

- Ventes France : 2 193 313 €
- Ventes UE : 1 817 026 €
- Ventes Export : 3 672 382 €

Ce chiffre d'affaires doit être retraité des remises et ristournes accordées comme suit :

- Ventes France : 687 878 €
- Ventes UE : 133 437 €
- Ventes Export : 41 745 €

4.3.2 Charges

Les charges se composent principalement des achats de matières premières et de marchandises, y compris la variation de stocks, (4 019 219 €) et des dépenses de fonctionnement engagées dans le cadre du développement des sociétés (7 039 147 €).

Les charges de fonctionnement comprennent la rémunération de la SAS RENAUDAT ET ASSOCIES, gérant commandité qui se décompose comme suit :

- une partie fixe de 10.056,57 euros par mois soit 120.679 € au titre de 2009.
- une partie variable correspondant à 0.04 euros par cols commercialisés, soit 112.214.64 € au titre de 2009.

Exceptionnellement et compte tenu des difficultés de l'entreprise, cette redevance a été ramenée à 62.214€ en 2009.

Soit un total de 182.893 € pour 2009.

De même la société SURVILLE & ASSOCIATES LLC a perçu, au titre de la gérance de OWS, une rémunération composée de 0.28\$ par caisse vendue (équivalente 9 litres), pour 19 727\$ soit 14 143€

Dactylographié par le contrôleur
du Commissariat aux Comptes

5.1 Notes sur les éléments hors bilan

5.1.1 Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les droits acquis au titre du DIF (Droit Individuel à la Formation) s'élèvent au 31 décembre 2009 à 698 heures dont aucune n'a été utilisée.

5.1.2 Nantissement de valeurs mobilières de placement

Une partie des valeurs mobilières de placement ont été nanties à hauteur de 405 994 € au profit des banques concernant la garantie des dépenses engagées pour le développement de l'activité sur une période de 4 ans.

Concernant les valeurs mobilières de placement gérées par la banque DEGROOF, soit 1 820 955 euros, ces dernières sont nanties au profit de la banque en contrepartie des facilités bancaires accordées.

Tous ces nantissements ont été levés au cours de l'exercice 2009, et l'intégralité des valeurs mobilières de placement a été cédée pendant cette période. Il ne reste donc aucune valeur mobilière de placement au 31 décembre 2009.

5.2 Points particuliers

5.2.4 Information sectorielle

La ventilation du chiffre d'affaires, de l'actif immobilisé et du résultat consolidé par zone géographique n'apporte aucune information significative. Pour cette raison, cette information n'est pas fournie.

5.2.5 Entreprises liées

Au 31 décembre 2009, les créances sur les sociétés liées au Groupe ne sont pas significatives. En revanche, les dettes sur celles-ci s'élèvent à 593 035€, en sus des dettes vis-à-vis de la société RENAUDAT & ASSOCIES, gérant commandité, dont l'information est précisée au paragraphe 4.3.2.

IMMOBILISATIONS

Etat exprimé en K€	Valeurs brutes en début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2009
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions	
Ecarts d'acquisition actif	203					203
Frais d'établissement et de développement						0
Autres	157		10	-2		165
Total des immobilisations incorporelles	360	0	10	-2	0	368
Terrains						0
Constructions sur soi propre sur soi d'autrui						0
Installations, agencements, aménagements						0
Installations techniques, matériels et outillages industriels	6					6
Autres installations, agencements et aménagements divers	49		52			101
Matériel de transport						0
Matériel de bureau, mobilier	62	2	8			72
Emballages récupérables et divers						0
Immobilisations corporelles en cours						0
Avances et acomptes						0
Total des immobilisations corporelles	117	2	60	0	0	178
Participations évaluées en équivalence						0
Autres participations			56			56
Autres titres immobilisés						0
Prêts et autres immobilisations financières	240		581		-721	101
Total des immobilisations financières	240	0	637	0	-721	157
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	718	2	707	-2	-721	703

Document communiqué en vertu de
du Règlement sur l'accès aux Comptes

AMORTISSEMENTS

Etat exprimé en K€	Amortissements en début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2009
		Dotations	Diminutions	
Ecarts d'acquisition actif	0	203		203
Frais d'établissement et de développement				
Autres	2	22		24
Total des immobilisations incorporelles	2	225	0	227
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui installations, agencements, aménagements				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	0	6		6
Autres installations, agencements et aménagements divers	8	93		101
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	30	36		66
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	38	134	0	172
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	40	359	0	399

Document communiqué en vertu
de l'accès aux informations

PROMIIONS

Etat exprimé en K€	Provisions en début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Provisions au 31/12/2009
		Augmentations	Diminutions	
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour fluctuations des cours				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales implant. étranger avant 11.92				
Provisions fiscales implant. étranger après 11.92				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
Total des provisions réglementées	0	0	0	0
Provisions pour litiges	32			32
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Provisions autres				
Total des provisions pour risques et charges	32	0	0	32
Provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles				0
Provisions sur titres mis en équivalence				0
Provisions sur titres de participation				0
Provisions sur immobilisations financières				0
Provisions sur stocks et en-cours	126	570	-126	570
Provisions sur comptes clients	38	785	-18	805
Provisions autres				0
Total des provisions pour dépréciation	196	1 355	-144	1 407
TOTAL DES PROVISIONS	196	1 355	-144	1 407
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 355	-144	

Document communiqué en vertu
de l'article 15 de la loi n° 2003-707

CRÉANCES

Etat exprimé en K€	31/12/2009	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	101	86	15
Clients douteux ou litigieux	805		805
Autres créances clients	1 692	1 692	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	6	6	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôt sur les bénéfices			
Taxe sur la Valeur Ajoutée	177	177	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	161	161	
Charges constatées d'avance	98	98	
TOTAL DES CRÉANCES	3 039	2 220	820
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Document Approuvé par le Collège
de Gestionnaires aux Comptes

DETTES

Etat exprimé en K€	31/12/2009	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes éts de crédit à 1an max à l'origine	146	146		
Emprunts dettes éts de crédit à plus d'1 an à l'origine	1 932	254	1 678	
Emprunts et dettes fournisseurs divers	834	834		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 441			
Personnel et comptes rattachés	87	87		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	121			
Impôts sur les bénéfices	0			
Taxe sur la valeur ajoutée	47	47		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	20			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	273	273		
Dettes représentatives de titres empruntés		0		
Produits constatés d'avance		0		
TOTAL DES DETTES	6 901	1 641	1 678	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 100			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	168			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

*Document non vérifié en tant qu'il est
du Groupe Chamarré sur Comptes*

CHARGES A PAYER

Etat exprimé en K€	31/12/2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1
- Intérêts courus à payer	1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	341
- Fournisseurs factures non parvenues	341
Dettes fiscales et sociales	154
- Personnel - Charges à payer	63
- Charges sociales à payer	71
- Etat - charges à payer	20
TOTAL DES CHARGES A PAYER	495

PRODUITS A RECEVOIR

Etat exprimé en K€	31/12/2009
Créances clients et comptes rattachés	0
- Clients factures à établir	0
Autres créances	103
- Fournisseurs avoirs à recevoir	103
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	103

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Etat exprimé en K€	31/12/2009
Charges et produits d'exploitation	98
Charges et produits financiers	0
Charges et produits exceptionnels	0
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	98

Document communiqué en vertu de
du Règlement (CE) n° 1781/2006

CAPITAL SOCIAL

Etat exprimé en K€	31/12/2009	Nombre	Valeur nominale	Montant
Du capital social début d'exercice		5 726 681	0.001	5 727
Emis pendant l'exercice		849 520	0.001	850
Remboursés pendant l'exercice		0		0
DU CAPITAL SOCIAL FIN D'EXERCICE		6 576 201	0.001	6 576

PERSONNEL MOYEN

31/12/2009	Interne	Externe
Cadres et professions intellectuelles supérieures	19	0
Professions intermédiaires		
Employés	5	0
Ouvriers		
TOTAL DES EFFECTIFS	24	0

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

31/12/2009	Montant HT
CHAMARRÉ - Contrôle légal des comptes	16
OWS	0
TOTAL DES HONORAIRES DE COMMISSAIRE AUX COMPTES	16

Document communiqué en vertu de la loi n° 2004-205 du 15 mars 2004 relative à l'accès à l'information.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Etat exprimé en K€	Capital social	Primes d'émission, de fusion, d'apport	Réserves et report à nouveau	Réserves de consolidation	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice	Ecart de réévaluation	Autres	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Situation au 31/12/2006	1 828	182	-1 459			-2 168			-1 617
Mouvements de l'exercice 2007									
- Affectation de la perte N-1			-2 425			2 168			-257
- Augmentation de capital	3 899	4 934							8 833
- Variation du cours des devises					-4	-1			-5
- Imputation de l'écart d'acquisition				203					203
- Subvention d'investissement reçue								580	580
- Autres variations				64		-4			60
- Résultat consolidé de l'exercice						-4 348			-4 348
Situation au 31/12/2007	5 727	5 116	-3 884	267	-4	-4 353	0	580	3 449
Mouvements de l'exercice 2008									
- Affectation de la perte N-1			-4 348			4 353			5
- Augmentation de capital		1							1
- Variation du cours des devises					-6	11			5
- Subvention d'investissement reçue								48	48
- Autres variations				7		-19			-12
- Résultat consolidé de l'exercice						-3 330			-3 330
Situation au 31/12/2008	5 727	5 117	-8 232	274	-10	-3 338	0	628	166
Mouvements de l'exercice 2009									
- Affectation de la perte N-1			-3 330			3 338			8
- Augmentation de capital	850	319							1 168
- Variation du cours des devises					10	-34			-24
- Amortissement de l'écart d'acquisition						-203			-203
- Subvention d'investissement reçue								-628	-628
- Autres variations				147		-4			142
- Résultat consolidé de l'exercice						-5 205			-5 205

Document communiqué en vertu
du Règlement sur l'accès à l'information